

que le Gouvernement devrait se lancer dans cette entreprise le plus tôt possible. L'expédition du grain par cette route sera très avantageuse pour les habitants de la côte du Pacifique et pour les agriculteurs de l'Ouest.

L'honorable M. SCHAFFNER: N'oubliez pas le chemin de fer de la baie d'Hudson.

L'honorable M. HARDY: Je voudrais faire quelques brèves remarques au sujet du transport par voie ferrée. Cette question attire aujourd'hui l'attention de tous les citoyens du Canada, car c'est d'elle que dépend le succès du commerce de notre pays pendant quelques années à venir. Deux des plus grands chemins de fer du monde, l'un propriété publique et l'autre propriété particulière, y sont directement intéressés. Cette importante question est si vaste et si intimement liée à l'accroissement de la population, et partant au problème de l'immigration, que l'on ne peut la discuter sans parler de ce dernier. Je n'ai pas l'intention d'en parler bien longtemps, car, en matière de chemins de fer, je ne suis pas un expert, ni même un étudiant. Le pays attend de meilleurs jours avec anxiété comme résultat de la coordination des lignes nationales entreprise par l'administration. Nous ne devons pas en attendre des résultats immédiats. Nous ne devons pas critiquer pour le plaisir de critiquer, nous devons plutôt apporter notre coopération. Le pays doit se féliciter d'avoir pu se procurer les services d'un homme aussi éminent dans les affaires de chemins de fer que l'est le nouveau gérant général de notre réseau ferroviaire, et toutes les classes du pays ont accueilli avec une grande satisfaction la nouvelle de sa nomination à ce poste. Jusqu'à maintenant, ses actions démontrent que notre confiance était bien placée.

On a accusé le Gouvernement d'être trop lent à choisir le personnel de la nouvelle commission. Je crois cependant que c'était là le parti le plus sage à prendre de ne pas céder à ceux qui demandaient d'agir avec une trop grande précipitation. Trop de choses importantes ont été faites hâtivement et à la légère, ne semant après elles que des regrets, et la prudence du Gouvernement en cette matière ne fait que prouver sa bonne foi. Le nouveau gérant général manifeste aussi le même esprit de prudence, en se hâtant lentement, malgré les clameurs de Toronto qui demande à grands cris d'établir dans ses limites le bureau central du chemin de fer national, auquel elle porte un intérêt qui semble se borner à l'établissement du bureau-chef chez elle. Depuis deux générations, la ville de Toronto s'est querellée avec toutes les entreprises publiques auxquelles elle a donné asile, et elle est en quête d'une nouvelle victime. Je n'ai aucun doute que les esprits larges de ceux qui

s'occupent de cette question considéreront l'intérêt du public avant tout dans le choix du bureau-chef, sans s'arrêter à favoriser telle ou telle ville. Le public lui-même ne s'arrête à aucune autre considération. Je le répète, nous voyons d'un côté nos industries sérieusement embarrassées par les tarifs de fret trop élevés, et de l'autre, nos chemins de fer accuser un énorme déficit en dépit de ces tarifs. Tout le pays demande la réduction des taux de transport, mais l'Ouest surtout la réclame parce qu'il en souffre davantage. Cependant, comment pouvons-nous les réduire quand il nous faut combler tant de déficits? La fusion des chemins de fer devra réaliser des économies, et c'est là le premier devoir de la nouvelle administration, mais selon mon humble opinion, je ne vois pas comment nous pourrions réduire les tarifs du fret aussi longtemps que les employés de chemins de fer touchent les hauts salaires qu'ils reçoivent actuellement, même si nous réussissons à faire disparaître les déficits. La situation est désespérante, si l'on considère la limitation des heures de travail et l'échelle de salaires importée des Etats-Unis. Cependant, le problème doit être résolu.

Le nouveau président nous a dit au début de son travail qu'il nous fallait une plus forte population pour soutenir nos voies ferrées et alimenter leur trafic. Le discours du Trône fait mention de la nécessité qu'il y a pour nous d'adopter des mesures pour activer l'immigration vers les terres vierges. Ce problème de l'immigration et celui de nos chemins de fer sont les deux plus importants que le Canada doit résoudre aujourd'hui. Ils suscitent à notre gouvernement fédéral et à nos gouvernements provinciaux une bonne occasion d'agir de concert.

Le discours du Trône nous parle du don généreux que la France a fait à ce pays d'un terrain où sera érigé un monument à la mémoire de ceux de nos soldats qui donnèrent leur vie pour la défense du sol français et de la mère patrie. Il est bien réconfortant pour nous de penser qu'au moment même où la France accomplit le travail le plus pénible qu'elle ait entrepris depuis la guerre, elle se soit souvenu de nous en mettant à notre disposition une grande étendue de terrain, situé dans un des endroits les plus historiques, pour commémorer la valeur de nos soldats canadiens. Cette grande et chevaleresque nation a souffert à un degré dépassant notre imagination, et ce qui est surtout regrettable, c'est que loin de s'améliorer, ses relations deviennent de plus en plus tendues avec son ancien ennemi qui fait tout en son pouvoir pour annuler et réduire à néant le travail de la France. Je me fais le porte-parole de pres-